

**PARLEMENT DE LA REGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

---

SESSION ORDINAIRE 2007-2008

24 JANVIER 2008

---

**PROJET D'ORDONNANCE**

portant assentiment à :  
l'Accord entre  
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise,  
d'une part, et le Gouvernement  
du Royaume de Bahrein, d'autre part,  
concernant l'encouragement et  
la protection réciproques des investissements,  
fait à Manama le 11 juillet 2006  
(N° Doc. A-379/1 – 2006/2007)

---

**PROJET D'ORDONNANCE**

portant assentiment à :  
l'Accord entre  
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise,  
d'une part, et la République fédérale  
démocratique d'Ethiopie, d'autre part,  
concernant l'encouragement et  
la protection réciproques des investissements,  
fait à Bruxelles le 26 octobre 2006  
(N° Doc. A-391/1 – 2006/2007)

---

**PROJET D'ORDONNANCE**

portant assentiment à :  
l'Accord entre  
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise,  
d'une part, et la République du Rwanda,  
d'autre part, concernant l'encouragement  
et la protection réciproques des  
investissements,  
fait à Kigali le 16 avril 2007  
(N° Doc. A-406/1 – 2006/2007)

---

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

---

GEWONE ZITTING 2007-2008

24 JANUARI 2008

---

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE**

houdende instemming met :  
de Overeenkomst tussen de  
Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,  
enerzijds, en de Regering van het  
Koninkrijk Bahrein, anderzijds,  
inzake de wederzijdse bevordering en  
bescherming van investeringen, ondertekend  
te Manama op 11 juli 2006  
(Nr. Stuk. A-379/1 – 2006/2007)

---

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE**

houdende instemming met :  
de Overeenkomst tussen de  
Belgisch-Luxemburgse Economische Unie  
enerzijds, en de Federale Democratische  
Republiek Ethiopië, anderzijds,  
inzake de wederzijdse bevordering en  
bescherming van investeringen,  
ondertekend te Brussel op 26 oktober 2006  
(Nr. Stuk. A-391/1 – 2006/2007)

---

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE**

houdende instemming met :  
de Overeenkomst tussen de  
Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,  
enerzijds, en de Republiek Rwanda,  
anderzijds, inzake de wederzijdse  
bevordering en bescherming van  
investeringen,  
ondertekend te Kigali op 16 april 2007  
(Nr. Stuk. A-406/1 – 2006/2007)

---

## RAPPORT

fait au nom de la commission  
des Finances, du Budget, de la Fonction  
publique, des Relations extérieures et  
des Affaires générales

par M. Olivier de CLIPPELE (F)

---

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : Mmes Isabelle Emmery, Julie Fiszman, MM. Eric Tomas, Rudi Vervoort, Olivier de Clippele, Mustapha El Karouni, Didier Gosuin, Denis Grimberghs, Joël Riguelle, Frédéric Erens, Mme Marie-Paule Quix.

*Membres suppléants* : Mme Véronique Jamouille, MM. Yaron Pesztat, Jos Chabert.

*Autre membre* : Mme Valérie Seyns.

---

*Voir* :

**Documents du Parlement :**

A-379/1 – 2006/2007 : Projet d'ordonnance.  
A-391/1 – 2006/2007 : Projet d'ordonnance.  
A-406/1 – 2006/2007 : Projet d'ordonnance.

## VERSLAG

uitgebracht namens de commissie  
voor de Financiën, de Begroting,  
het Openbaar Ambt, de Externe Betrekkingen en  
de Algemene Zaken

door de heer Olivier de CLIPPELE (F)

---

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : mevr. Isabelle Emmery, mevr. Julie Fiszman, de heren Eric Tomas, Rudi Vervoort, Olivier de Clippele, Mustapha El Karouni, Didier Gosuin, Denis Grimberghs, Joël Riguelle, Frédéric Erens, mevr. Marie-Paule Quix.

*Plaatsvervangers* : mevr. Véronique Jamouille, de heren Yaron Pesztat, Jos Chabert.

*Ander lid* : mevr. Valérie Seyns.

---

*Zie* :

**Stukken van het Parlement :**

A-379/1 – 2006/2007 : Ontwerp van ordonnantie.  
A-391/1 – 2006/2007 : Ontwerp van ordonnantie.  
A-406/1 – 2006/2007 : Ontwerp van ordonnantie.

## I. Exposé introductif du Ministre Guy Vanhengel

Le ministre a tenu devant les commissaires l'exposé suivant :

« Avec votre accord, je voudrais traiter en une seule introduction les projets d'ordonnance portant assentiment aux accords d'investissement de l'UEBL avec le Bahrein, l'Ethiopie et le Rwanda.

Des accords d'investissement de l'UEBL sont en effet négociés sur la base d'un texte standard proposé par l'UEBL. C'est la raison pour laquelle, dans chacun des accords, nous rencontrons des dispositions toujours à peu près identiques, visant à assurer principalement une protection efficace des investissements.

Par ailleurs, pour les pays avec lesquels un tel accord est conclu, celui-ci représente un atout supplémentaire qui pourrait aider à attirer des investissements directs des états de l'UEBL.

Actuellement, l'UEBL a conclu un tel accord avec environ 95 pays.

L'UEBL a la volonté d'atteindre un accord d'investissement bilatéral avec autant de pays que possible, et ceci afin d'établir un réseau de protection international pour ses investissements.

Les présents accords avec le Bahrein, l'Ethiopie et le Rwanda doivent être considérés dans cette optique.

Dès lors, je souhaiterais demander à cette Assemblée de porter, à large majorité, son assentiment à ces accords internationaux. ».

## II. Discussion générale conjointe

Mme Marie-Paule Quix s'interroge sur le caractère démocratique du Bahrein. Le traité ne prévoit rien en ce qui concerne la protection des droits de l'homme.

Même l'Union européenne n'hésite pas à dénoncer le problème des enfants bulgares.

La Région de Bruxelles-Capitale ne peut pas refuser de voir les abus commis dans d'autres pays simplement parce qu'elle souhaite y faire des investissements.

Le ministre répond qu'il prend note de ces remarques.

M. Yaron Pesztat rappelle la position du groupe Ecolo sur ce type d'accord de protection des investissements :

## I. Inleidende uiteenzetting van Minister Guy Vanhengel

De minister heeft voor de commissieleden de volgende uiteenzetting gehouden :

« Met uw goedvinden zou ik de ontwerpen van ordonnantie houdende de instemming met de BLEU-investeringsakkoorden met Bahrein, Ethiopië en Rwanda in één inleiding willen behandelen.

Dergelijke BLEU-investeringsakkoorden worden immers onderhandeld op basis van een door de BLEU voorgestelde standaardtekst. Om deze reden vinden we in elk van deze akkoorden haast steeds dezelfde bepalingen terug, die voornamelijk een doeltreffende bescherming van de investeringen moeten garanderen.

Voor die landen, met dewelke een akkoord wordt afgesloten, betekent een dergelijk akkoord mogelijk een extra troef in het aantrekken van directe investeringen uit de BLEU-staten.

Tot op heden heeft de BLEU met een 95-tal landen een dergelijke akkoord gesloten.

De BLEU wenst, om een wereldwijde bescherming uit te bouwen voor haar investeringen, met een zo groot mogelijk aantal landen tot een bilateraal investeringsakkoord te komen.

De voorliggende overeenkomsten met Bahrein, Ethiopië en Rwanda moeten in deze optiek bekeken worden.

Mag ik deze Vergadering bijgevolg vragen met ruime meerderheid haar instemming te betuigen met deze internationale verdragen ? ».

## II. Samengevoegde algemene bespreking

Mevr. Marie-Paule Quix stelt zich vragen over het democratische gehalte van Bahrein. Het verdrag bevat echt niets over de bescherming van mensenrechten.

Zelfs de Europese Unie aarzelt niet de problemen met kinderen in Bulgarije aan de kaak te stellen.

Het Brussels Gewest kan niet blind zijn voor mistoestanden in andere landen, puur en alleen omwille van de investeringen.

De minister antwoordt dat hij nota neemt van die opmerkingen.

De heer Yaron Pesztat herinnert aan het standpunt van de Ecolo-fractie over dat soort van akkoord voor de bescher-

à chaque fois un député Ecolo s'abstient lors du vote en séance plénière.

Le groupe Ecolo émet des doutes sur l'intérêt de ces accords, notamment pour les pays en voie de développement. M. Pesztat donne lecture de quelques paragraphes de l'accord avec l'Éthiopie. Au bas de la page 2 de cet accord, il est dit que : « l'avenir de ce pays reste hypothéqué tant le pays manque d'une politique cohérente d'ouverture et de libéralisation économique » et « petit à petit d'importantes mesures sont prises qui ont pour but de transformer l'économie d'une structure centrale en une économie de marché en introduisant des mesures de libéralisation et de dérégularisation et de démonopolisation ».

Le député doute que la bonne parole économique libérale permettra de sauver l'Éthiopie. Cette remarque vaut de manière générale pour tous les pays en voie de développement. Ce type d'accords rend ces pays les obligés des pays occidentaux.

M. Pesztat s'abstiendra lors du vote. Pour l'accord avec le Bahrein, l'intervenant se voit dans l'obligation d'émettre un vote négatif.

L'accord avec le Bahrein porte notamment sur le dredging international belge qui vient de remporter un contrat pour remblayer une île artificielle, Lully Island, sur laquelle un hôtel et un centre commercial et des facilités de vacances seront construites.

M. Pesztat a des craintes pour l'environnement. En outre, le texte évoque le secteur de l'électricité et le fait que la privatisation a ouvert le chemin pour la construction d'une centrale nucléaire de 1.000 mégawatts. Il s'agit d'un contrat de 500 millions EUR au profit de Tractebel. Plus loin il est encore question d'une société pétrochimique.

Mme Marie-Paule Quix répond qu'elle votera contre pour les mêmes raisons.

M. Didier Gosuin rejette le principe d'une majorité qui vote « à la carte ». Le groupe MR peut aussi avoir des états d'âme. Que se passerait-il si chacun votait contre ? Est-ce une manière de se donner bonne conscience ? Et l'orateur de rappeler que le texte est présenté par le gouvernement et par la majorité.

M. Yaron Pesztat réitère son point de vue.

Dans ce cas, M. Didier Gosuin propose que le groupe MR s'abstienne également. Ce sera l'occasion de montrer que la majorité tient des discours différents.

Le ministre explique que ce n'est pas le projet d'ordonnance qui permet à Tractebel la construction de cette centrale. La présentation faite par M. Pesztat est erronée. A

ming van de investeringen : telkens onthoudt een Ecolovolksvertegenwoordiger zich bij de stemming in plenaire vergadering.

De Ecolo-fractie heeft twijfels over het belang van die akkoorden, inzonderheid voor de ontwikkelingslanden. De heer Pesztat leest enkele paragrafen van het akkoord met Ethiopië voor. Onderaan bladzijde 2 van het akkoord staat te lezen : « Er rust nog steeds een hypotheek op de toekomst omdat het land nog ontbreekt aan een coherent beleid van openheid en economische liberalisering » en « stilaan worden belangrijke maatregelen genomen die de economie van een centraal geleide structuur tot een markteconomie moeten omvormen door het invoeren van liberaliserings-, deregulerings- en demonopoliseringsmaatregelen. ».

De volksvertegenwoordiger twijfelt eraan dat de liberaaleconomische blijde boodschap Ethiopië zal redden. Die opmerking geldt voor alle ontwikkelingslanden. Dat soort van akkoorden maakt die landen afhankelijk van de westerse landen.

De heer Pesztat zal zich onthouden bij de stemming. Voor het akkoord met Bahrein, ziet de spreker zich genoodzaakt tegen te stemmen.

Het akkoord met Bahrein heeft onder meer betrekking op het Belgische Dredging International dat zopas een contract heeft getekend om een kunstmatig eiland op te spuiten, te weten Lully Island, waar een hotel, een handelscentrum en vakantieaccommodatie komen.

De heer Pesztat vreest voor het milieu. Bovendien is in de tekst sprake van de elektriciteitssector en het feit dat de privatisering de weg geëffend heeft voor de bouw van een kerncentrale van 1.000 megawatt. Het gaat om een contract van 500 miljoen EUR ten voordele van Tractebel. Verder is ook nog sprake van een petrochemisch bedrijf.

Mevrouw Marie-Paule Quix antwoordt dat zij om dezelfde redenen zal tegenstemmen.

De heer Didier Gosuin verwerpt het principe dat een meerderheid « à la carte » stemt. De MR-fractie kan ook gaan dwarsliggen. Wat zou er gebeuren mocht iedereen tegenstemmen ? Is dat een manier om zich een geweten te schoppen ? De spreker herhaalt dat de tekst wordt voorgelegd door de regering én door de meerderheid.

De heer Yaron Pesztat herhaalt zijn standpunt.

In dat geval, stelt de heer Didier Gosuin voor dat de MR-fractie zich ook onthoudt. Dat zal de gelegenheid geven om te tonen dat de meerderheid met een gespleten tong spreekt.

De minister poneert dat niet het ontwerp van ordonnantie Tractebel de mogelijkheid geeft om die centrale te bouwen. De heer Pesztat stelt de zaken verkeerd voor. Zelfs al

supposer qu'il y ait un vote majoritaire négatif, la construction de cette centrale nucléaire ne sera pas évitée. Le ministre en appelle à la cohésion de la majorité. Habituellement, ces accords sont approuvés par les différentes entités fédérées dont la Région bruxelloise. La Région est la capitale européenne et a une vocation internationale.

Dans l'attente d'une position cohérente de la majorité, M. Didier Gosuin propose une suspension de séance.

M. Rudi Vervoort rejoint le point de vue du ministre. L'idée avait été suggérée que la Région bruxelloise ne soit plus associée à ce genre de démarches. La procédure actuelle comporte des pertes de temps. La Région bruxelloise est amenée à approuver des accords qui ont été négociés à un autre niveau. Il faut une plus grande cohérence fédérale. L'abstention est une façon de s'en tirer à bon compte. Le gouvernement est un et indivisible. Il est vrai que ce texte ne comporte pas d'implication politique majeure. Il faudra toutefois le voter en séance plénière.

M. Didier Gosuin rappelle combien le groupe MR depuis 1989 souligne cette absurdité. Le député ne souhaite pas davantage la construction de centrales nucléaires. Ce choix relève de stratégies qui ne sont pas du ressort de la Région bruxelloise. On peut dire que la responsabilité de la Région ne s'en trouve pas engagée. M. Gosuin rappelle que Mme Evelyne Huytebroeck a avalisé le texte du projet d'ordonnance. S'abstenir, comme le propose M. Yaron Pesztat, est une attitude peu adulte. Le Parlement bruxellois se doit d'assumer une scorie du système.

Le Président suggère que ceux qui éprouvent des problèmes à voter s'absentent de la commission.

M. Rudi Vervoort rappelle les problèmes intervenus lors de l'approbation des accords commerciaux avec Israël et la Palestine. Ces accords invitaient la Région à prendre position. Tant dans l'opposition que dans la majorité, à l'intérieur de ces formations, il y avait des dissensions. Ces accords se situaient clairement dans le champ de la compétence régionale, ce qui n'est pas le cas pour l'accord présenté aujourd'hui. Ne pas voter ce projet d'ordonnance grippe le fonctionnement des institutions.

M. Yaron Pesztat n'a jamais dit que son groupe allait gripper le fonctionnement des institutions. Le groupe Ecolo ne votera pas unanimement contre le projet. Aujourd'hui, M. Pesztat représente le vote du seul représentant Ecolo en commission. En séance plénière, le groupe Ecolo ne bloquera pas le projet d'ordonnance. Ceci étant, M. Pesztat éprouve un problème majeur quant au contenu de l'accord. Il est exact que si tout le monde pensait comme lui, ceci gripperait le fonctionnement des institutions.

stemt de meerderheid tegen, dan nog kan de bouw van die kerncentrale niet worden tegengehouden. De minister roept op tot cohesie binnen de meerderheid. Gewoonlijk worden die akkoorden goedgekeurd door de verschillende niveaus waaronder het Brussels Gewest. Het Gewest is de hoofdstad van Europa en heeft een internationale taak.

In afwachting van een coherent standpunt van de meerderheid, stelt de heer Didier Gosuin voor om de vergadering te schorsen.

De heer Rudi Vervoort spoort met de minister. Er was geopperd dat het Brussels Gewest zou worden betrokken bij dat soort van initiatieven. De huidige procedure houdt tijdverlies in. Het Brussels Gewest moet akkoorden goedkeuren waarover op een ander niveau is onderhandeld. Er is een grotere federale coherentie nodig. De onthouding is een manier om er zich gemakkelijk van af te maken. De regering vormt een geheel. Het is waar dat de tekst geen grote politieke implicatie heeft. Toch moet er in plenaire vergadering over worden gestemd.

De heer Didier Gosuin herhaalt dat de MR-fractie sedert 1989 talloze keren op die absurditeit gewezen heeft. De volksvertegenwoordiger wenst evenmin de bouw van kerncentrales. Die keuze is een kwestie van strategieën die geen zaak zijn van het Brussels Gewest. Men kan poneren dat het Gewest niet verantwoordelijk is. De heer Gosuin herinnert eraan dat mevrouw Evelyne Huytebroeck de tekst van het ontwerp van ordonnantie voor aval getekend heeft. Zich onthouden, zoals de heer Yaron Pesztat voorstelt, is een weinig volwassen houding. Het Brussels Parlement mag niet aan de kant blijven staan.

De voorzitter suggereert dat degenen die problemen ondervinden om te stemmen de commissie verlaten.

De heer Rudi Vervoort herinnert aan de problemen die zich hebben voorgedaan bij de goedkeuring van de handelsakkoorden met Israël en Palestina. Die akkoorden nodigen het Gewest uit om een standpunt in te nemen. Zowel in de formaties van de oppositie als in de meerderheid, zit men niet op dezelfde golflengte. Die akkoorden vallen duidelijk binnen de bevoegdheidssfeer van het Gewest, wat niet het geval is met het thans voorgestelde akkoord. Het ontwerp van ordonnantie niet goedkeuren blokkeert de werking van de instellingen.

De heer Yaron Pesztat heeft nooit gezegd dat zijn fractie de werking van de instellingen zou blokkeren. De Ecolo-fractie zal niet unisono tegen het ontwerp stemmen. De heer Pesztat is de enige vertegenwoordiger van Ecolo in de commissie. In de plenaire vergadering zal de Ecolo-fractie het ontwerp van ordonnantie niet tegenhouden. Niettemin, heeft de heer Pesztat grote moeite met de inhoud van het akkoord. Het is juist dat, mocht iedereen denken zoals hij, dit de werking van de instellingen zou blokkeren.

M. Frédéric Erens estime que ces discussions montrent que le Parlement n'a que peu d'influence sur le contenu de cet accord. C'est pourquoi depuis 1989, en toute logique, le Vlaams Belang s'est toujours abstenu lors du vote de ces accords internationaux. Toutes ces discussions sont vaines car tout est arrangé à un autre niveau. Le Parlement ne se penche pas suffisamment sur les dossiers dont il doit débattre.

Mme Marie-Paule Quix estime aussi que ces accords se décident à un autre niveau. N'est-ce pas un peu rapide d'affirmer que le Parlement ne peut prendre aucune décision ? Est-ce à dire que les députés ne peuvent pas argumenter et voter en toute conscience sur de tels sujets ? Mme Quix s'abstiendra. Le Bahrein s'apparente à une dictature. Le pays importe de très nombreux travailleurs immigrés pour effectuer les travaux pénibles. Des milliers de personnes meurent dans des conditions des plus abominables. Mme Quix votera en connaissance de cause : en citoyenne informée et non en machine à voter. Si on ne change pas sa façon de penser, on ne changera jamais rien.

M. Denis Grimberghs rappelle que ce débat n'est pas nouveau. Il est temps de changer ce système absurde. L'accord vise très peu les autorités régionales. Elles n'ont pas été associées à la négociation. Que peut faire la Région si ce n'est prendre acte que le 11 juillet 2006, un certain nombre de ministres ont engagé la Belgique dans le cadre de ce traité ? Ne faudrait-il pas rappeler le nom des ministres qui ont signé tous ces accords ?

Le Président estime qu'il faudrait également ajouter le nom des partis qui ont approuvé cet accord à d'autres niveaux de pouvoir.

M. Denis Grimberghs appelle de ses vœux une solution dans le cadre des discussions institutionnelles à venir.

M. Didier Gosuin annonce son intention de quitter la salle pour le vote de cette ordonnance. La majorité doit répondre de ses ministres qui ont accepté ce projet d'ordonnance. Par son attitude, M. Yaron Pesztat entre dans une logique qui pourrait gripper le système. Le député dénonce l'hypocrisie de cette attitude. Chacun peut se donner l'occasion de dénoncer le Bahrein comme une dictature.

De heer Frédéric Erens is van oordeel dat de discussies aantonen dat het Parlement weinig kan veranderen aan de inhoud van deze overeenkomst. Dit is de reden waarom het Vlaams Belang sinds 1989 op een consequente wijze zich onthouden heeft bij deze internationale overeenkomsten. Al deze discussies zijn nutteloos want alles wordt bedisseld op een ander niveau. Het Parlement buigt zich te weinig over zaken die er wel moeten besproken worden.

Mevr. Marie-Paule Quix is eveneens van mening dat deze akkoorden op een ander niveau worden beslist. Is het niet iets te kort door de bocht gaan, te beweren dat het Parlement absoluut geen beslissing mag nemen ? Betekent dit dat Parlementsleden niet op een bewuste wijze over deze soort dingen mogen stemmen en redeneren ? Mevr. Quix zal zich eveneens onthouden. Bahrein is een soort dictatuur. Het land importeert een grote hoeveelheid gastarbeiders om het zware werk te doen. Duizenden mensen sterven er in de meest barre omstandigheden. Mevr. Quix zal in geweten stemmen : als een bewuste burger en niet als een stemmachine. Als men altijd zo blijft redeneren, zal er nooit iets veranderen.

De heer Denis Grimberghs herhaalt dat het debat niet nieuw is. Het is tijd om dat absurde systeem te veranderen. De gewestelijke autoriteiten hebben maar weinig met het akkoord te maken. Ze waren niet betrokken bij de onderhandeling. Wat kan het Gewest doen tenzij akte nemen van het feit dat een aantal ministers op 11 juli 2006 België verbonden hebben in het kader van dat verdrag ? Moet men de namen van de ministers die al die akkoorden hebben getekend niet vermelden ?

De voorzitter meent dat men ook de naam van de partijen die het akkoord op andere gezagsniveaus hebben goedgekeurd zou moeten toevoegen.

De heer Denis Grimberghs snakt naar een oplossing in het kader van de komende discussies over de staatshervorming.

De heer Didier Gosuin kondigt aan dat hij van plan is de zaal te verlaten voor de stemming van die ordonnantie. De meerderheid moet instaan voor haar ministers die het ontwerp van ordonnantie aanvaard hebben. Door zijn houding zou de heer Yaron Pesztat het systeem kunnen doen spaak lopen. De volksvertegenwoordiger stelt de hypocrisie van die houding aan de kaak. Iedereen kan de gelegenheid aangrijpen om Bahrein als een dictatuur aan te klagen.

### III. Discussion des articles et votes

1. **Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Bahrein, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Manama le 11 juillet 2006, n° A-379/1 – 2006/2007.**

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est adopté par 13 voix et 1 abstention.

#### *Article 2*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 2 est adopté par 8 voix et 4 abstentions.

2. **Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 26 octobre 2006, n° A-391/1 – 2006/2007.**

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est adopté par 13 voix et 1 abstention.

#### *Article 2*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

### III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

1. **Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Regering van het Koninkrijk Bahrein, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Manama op 11 juli 2006 nr. A-379/1 – 2006/2007.**

#### *Artikel 1*

Dit artikel lokt geen commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 1 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

#### *Artikel 2*

Dit artikel lokt geen commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 2 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 4 onthoudingen.

2. **Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie enerzijds, en de Federale Democratische Republiek Ethiopië, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 26 oktober 2006, nr. A-391/1 – 2006/2007.**

#### *Artikel 1*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 1 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

#### *Artikel 2*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

**Vote**

L'article 2 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

- 3. Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Kigali le 16 avril 2007, n° A-406/1 – 2006/2007.**

*Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est adopté par 13 voix et 1 abstention.

*Article 2*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

L'article 2 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

**IV. Votes sur l'ensemble**

- 1. Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Bahrein, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Manama le 11 juillet 2006, n° A-379/1 – 2006/2007.**

Le projet d'ordonnance dans son ensemble est adopté par 8 voix et 4 abstentions.

M. Olivier de Clippele justifie son abstention par le fait que ses collègues du groupe MR ont quitté la salle constatant que la majorité ne parvient pas à soutenir le gouvernement.

M. Yaron Pesztat rappelle qu'il s'est abstenu conformément à la position adoptée par son groupe depuis le début de la législature. Comme à l'accoutumée, le groupe Ecolo votera ce texte, moyennant une abstention motivée.

**Stemming**

Artikel 2 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

- 3. Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Rwanda, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Kigali op 16 april 2007, nr. A-406/1 – 2006/2007.**

*Artikel 1*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

**Stemming**

Artikel 1 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

*Artikel 2*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

**Stemming**

Artikel 2 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

**IV. Stemmingen over het geheel**

- 1. Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Regering van het Koninkrijk Bahrein, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Manama op 11 juli 2006 nr. A-379/1 – 2006/2007.**

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 8 stemmen bij 4 onthoudingen.

De heer Olivier de Clippele verantwoordt zijn onthouding met het feit dat zijn collega's van de MR-fractie de zaal hebben verlaten toen ze vaststelden dat de meerderheid er niet in slaagde de regering te steunen.

De heer Yaron Pesztat herhaalt dat hij zich onthouden heeft overeenkomstig het standpunt dat zijn fractie sedert het begin van de regeerperiode heeft ingenomen. Zoals gewoonlijk, zal de Ecolo-fractie zich bij de stemming over de tekst gemotiveerd onthouden.



M. Didier Gosuin demande que soit noté que lui-même et M. El Karouni ont quitté la salle lors du vote pour des raisons politiques. Il souhaite que les argumentations troublantes de la majorité soient fidèlement reprises au rapport.

Le Président rappelle que tant M. Gosuin que M. El Karouni seront comptabilisés comme présents lors des votes.

**2. Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 26 octobre 2006, n° A-391/1 – 2006/2007.**

Le projet d'ordonnance dans son ensemble est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

**3. Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Kigali le 16 avril 2007, n° A-406/1 – 2006/2007.**

Le projet d'ordonnance dans son ensemble est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

– Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.

*Le Rapporteur,*

Olivier de CLIPPELE

*Le Président,*

Eric TOMAS

De heer Didier Gosuin vraagt dat wordt genoteerd dat hijzelf en de heer El Karouni de zaal hebben verlaten bij de stemming, om politieke redenen. Hij wenst dat de verontrustende argumenten van de meerderheid getrouw worden weergegeven in het verslag.

De voorzitter herinnert eraan dat de heer Gosuin en de heer El Karouni als aanwezig zullen worden meegerekend bij de stemmingen.

**2. Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie enerzijds, en de Federale Democratische Republiek Ethiopië, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 26 oktober 2006, nr. A-391/1 – 2006/2007.**

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

**3. Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met : de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Rwanda, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Kigali op 16 april 2007, nr. A-406/1 – 2006/2007.**

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

– Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

*De Rapporteur,*

Olivier de CLIPPELE

*De Voorzitter,*

Eric TOMAS





